

**L'hon. M. Winters:** Il avait d'autres motifs.

**M. Nasserden:** Même si le ministre n'aime pas entendre ces choses, elles font partie de l'héritage qu'il prépare aux Canadiens, et le temps passé à vaincre les membres plus éclairés du caucus libéral au sujet des taux d'intérêt a eu des répercussions graves et inévitables sur les marchés de l'argent au Canada.

Les parties d'opposition étaient disposés à aborder ces problèmes. Mais le premier ministre voulait pouvoir déclarer avec orgueil, en montrant les faibles qui l'entourent, qu'aucune divergence de vues n'existe au sein de son parti. Et les Canadiens ont dû attendre que les querelles intestines du caucus libéral se règlent. C'est ainsi que la situation économique du Canada s'est aggravée. L'argent serré et les taux d'intérêt croissants sont directement attribuables aux mesures prises par le gouvernement. Le gouvernement a pris une autre décision, mais c'était encore une tactique dilatoire pour dissimuler sa lâcheté en ce qui concerne la réglementation des prêts au consommateur et les mesures législatives voulues. De nouveau, l'établissement de priorités se révèle une des plus grandes lacunes du gouvernement dirigé par le premier ministre actuel.

La loi sur la Banque du Canada nous rappelle à tous que le gouvernement ne saurait se soustraire à sa responsabilité de formuler la politique monétaire si l'on veut que les ressources du pays soient exploitées au mieux et que les plus grands progrès soient accomplis. Le préopinant a soutenu que la situation actuelle se maintiendra ou peut-être même s'aggravera, à moins que le Parlement ne prenne des mesures positives. Je lui dis, ainsi qu'aux membres de son groupe: pourquoi ne prend-il pas des mesures positives de concert avec les autres membres de son parti? Ils sont venus à maintes reprises à l'aide d'un gouvernement coupable des erreurs auxquelles sont attribuables les taux d'intérêt élevés, l'argent serré et la hausse du coût de la vie.

**M. Patterson:** Puis-je poser une question à l'honorable député?

**M. Nasserden:** Aussitôt que j'aurai fini, je serai heureux de répondre à n'importe quelle question que l'honorable député voudra bien poser. (*Exclamations*) D'un autre côté, je serais heureux de répondre à la question dès maintenant.

**M. Patterson:** J'allais demander à l'honorable député s'il a oublié l'époque où le même [M. Nasserden.]

groupe a maintenu au pouvoir un gouvernement dont il était partisan. Nous avons appuyé ce gouvernement dans l'intérêt de la stabilité jusqu'à ce que la population puisse évaluer le travail qui se faisait. La population a décidé que son gouvernement avait failli à la tâche.

**M. Nasserden:** Je suis fort aise qu'on m'ait posé cette question. A l'époque, quand ses amis et lui appuyaient ceux qui forment aujourd'hui l'opposition, nous n'avions pas les taux élevés d'intérêt qui règnent aujourd'hui. L'argent n'était pas serré comme il l'est aujourd'hui. Nous n'avions pas le coût de la vie élevé que nous avons aujourd'hui. Nous n'avions pas la crise du logement qui sévit aujourd'hui.

**M. Cashin:** Vous n'aviez que le chômage.

**M. Nasserden:** Le député et son groupe ont appuyé le gouvernement qui a perpétré ces crimes contre le peuple canadien.

**M. Patterson:** Le député se souvient-il de la fois où notre parti a voté pour un amendement proposé par l'opposition officielle, amendement qui, s'il avait été adopté, aurait provoqué la chute du gouvernement puisqu'il s'agissait d'un vote sur les prévisions budgétaires? Toutefois, il y avait tant d'absents parmi mes amis que l'amendement avait été rejeté.

**M. Nasserden:** Je ne me souviens de rien de tel. (*Exclamations*)

**M. Cashin:** Vous n'étiez pas ici.

**M. Nasserden:** Tout le pays sait qu'à maintes reprises, des membres de ce parti ont compté les vis-à-vis présents à la Chambre pour savoir si le gouvernement serait renversé.

• (4.50 p.m.)

**M. Patterson:** C'est faux.

**M. Nasserden:** Monsieur le président, ne trouvez-vous pas que les propos des honorables représentants au sujet de la politique monétaire du gouvernement et de la responsabilité du Parlement en disent long sur leur sincérité? Comment le Parlement peut-il agir avec décision lorsque certains groupes à la Chambre se soustraient à leurs responsabilités, comme ils l'ont fait si souvent ces trois dernières années? Monsieur le président, les Canadiens d'un bout à l'autre du pays croient maintenant que les membres du Crédit social sont encore plus libéraux que les